LES EXIGENCES SOCIALES *doivent être entendues !*

DES LUTTES LOCALES À L'OFFENSIVE NATIONALE

Exigence 1 : Sur l'organisation générale du système de santé

Développement d'un maillage territorial dimensionné aux besoins réels de la population : centres hospitaliers, centres de santé, EHPAD, services de soins à domicile, structures sociales et du handicap, maternités, établissements spécialisés en psychiatrie, en pédiatrie, en médecine scolaire, du travail… tout doit être renforcé et développé !

➡ Réouverture des services d'Urgences 7j/7, 24h/24, sans aucun tri pour y accéder, ni forfait à payer.

➡ Arrêt des fermetures de lits, de places, de structures; arrêt de la politique d'abolition des frontières entre le public et le privé par le biais des GHT, des fusions et CPTS (Communautés professionnelles territoriales de santé) ; arrêt des dérives du monde libéral à l'hôpital ; arrêt du financement du secteur lucratif par la Sécurité sociale.

Exigence 2 : Sur la démocratie

Les salarié.e.s et les usagers doivent être impliqué·e·s directement dans les choix qui impactent l'ensemble de la population. Il faut redéfinir la démocratie générale du système pour sortir de l'opacité et de l'autoritarisme qui joue contre l'intérêt général. La représentation des salarié.e.s dans les établissements doit être renforcée et respectée, le mode de gestion de la Sécurité sociale doit être réinterrogé.

Exigence 3 : Sur le financement

C'est une urgence. Il faut sortir de l'enveloppe fermée (ONDAM) qui crée des déficits artificiels et de la tarification à l'activité (T2A). Il faut supprimer la CSG et renforcer un financement s'appuyant sur les cotisations sociales sur les salaires et arrêter les exonérations de cotisations (plus de 80 milliards de cadeaux aux patrons par an). Il faut aller vers une Sécurité sociale intégrale qui ne doit pas financer le secteur privé lucratif.

Exigence 4 : Sur les moyens humains

Le bilan social dans notre secteur est catastrophique. La santé des salarié.e.s est fortement impactée par des conditions de travail insoutenables : la réduction du temps de travail doit être au cœur de nouvelles avancées sociales (32 heures sur 4 jours, retraite à 60 ans avec départ anticipé à 55 ans pour les métiers pénibles) ; il y a urgence à augmenter les effectifs de 10% dans les hôpitaux, le médico-social et le social (au travers d'un grand plan de formation et d'embauche).

➡Le secteur a du mal à fidéliser et à recruter. On évalue à 200 000 ceux qui ont quitté les hôpitaux. Les salaires doivent être augmentés immédiatement de 15%. Nos métiers, à prédominance féminine, doivent être protégés et reconnus. Les qualifications doivent être encouragées par un système de formation de qualité et valorisées, tout comme l'expérience.

➡Les moyens pour la formation professionnelle doivent être renforcés ; la réforme des professions paramédicales doit stopper et les écoles de formation doivent être protégées ; Parcoursup qui se révèle bien un échec total doit être supprimé ; les contrats d'étude pour les professionnel. le.s de notre champ doivent être généralisés.

> Quoiqu'il se passe, nous chercherons à porter plus haut, plus fort, nos exigences de justice sociale! La CGT alerte, propose et s'organise. Dans tous les établissements continuons à débattre et à nous organiser. Discutons syndicalisation, création de syndicats, organisation de la lutte dans l'établissement et en interprofessionnel, localement et nationalement, envisageons la grève, envisageons la construction d'un véritable tous ensemble à la rentrée !

Dans la vie, dans le travail… on veut de la démocratie !

Fédération Santé et Action Sociale -07/2024 - Ne pas jeter sur la voie publique.

LA CGT PORTE 4 EXIGENCES
pour sauver le système de santé